SIDI BOUZID

Des milliers de Tunisiens célèbrent le début de leur révolution

Des milliers de Tunisiens, dont le président Moncef Marzouki, se sont rassemblés hier à Sidi Bouzid pour commémorer le premier anniversaire du soulèvement populaire déclenché le 17 décembre à la suite de l'immolation par le feu d'un vendeur ambulant de la cité.

Venus de plusieurs villes du pays, des Tunisiens se sont rassemblés dès l'aube, pour participer à cet anniversaire avec les habitants de Sidi Bouzid.

Cette ville, d'une région défavorisée du centre-ouest, où le jeune Mohamed Bouazizi s'était immolé par le feu devant la préfecture pour protester contre la saisie musclée par la police de son étal de fruits et légumes qu'il vendait sans permis pour faire vivre les siens, avait été l'épicentre de la contestation.

Le geste de désespoir du jeune homme avait déclenché des manifestations à Sidi Bouzid avant de s'étendre à tout le pays qui avait connu un mois de soulèvement populaire sans précédent, chassant Zine El Abidine Ben Ali après 23 ans de règne sans partage.

«Merci à cette terre, qui a été marginalisée durant des siècles, pour avoir rendu la dignité à tout le peuple tunisien», a lancé le président tunisien en rejoignant le rassemblement dans le centre de la ville.

Des drapeaux de la Tunisie, des portraits des «victimes de la révolution», ainsi qu'une photo géante de Bouazizi ornent le centre de Sidi Bouzid où des

syndicats, des militants de droits de l'Homme tunisiens et arabes ainsi que des membres de l'Assemblée constituante prennent le micro pour rendre hommage à tous les «martyrs» de la révolution.

«Je regarde autour de moi et je vois dans la foule beaucoup de jeunes qui avaient bravé les balles de la police de Ben Ali l'an dernier pour défendre des valeurs de liberté et de dignité», a déclaré à l'AFP Sabrine Ammari, une militante des droits de l'homme.

Un monument commémoratif représentant le chariot de Bouazizi entouré de chaises volantes en symbole des «dictateurs» arabes déchus a été dévoilé sous les applaudissements d'une foule compacte.

La révolution tunisienne a inspiré d'autres peuples dans la région comme l'Égypte et la Libye qui ont réussi à faire tomber leurs présidents.

SYRIE

La Ligue arabe envisage de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU

La Ligue arabe envisage de saisir le Conseil de sécurité des Nations unies pour adopter «les décisions arabes sur la Syrie», a déclaré hier le Premier ministre du Qatar, Hamad ben Jassem Al-Khalifa.

«Les ministres arabes des Affaires étrangères qui se réunissent le 21 décembre vont discuter de cette question», a précisé cheikh Hamad à l'issue d'une réunion du comité ministériel de la Ligue arabe sur la Syrie.

Il a ajouté que la démarche de la Ligue arabe auprès du Conseil de sécurité était destinée à «faire adopter (par cette instance) les décisions arabes plutôt que d'autres», en référence à la proposition de résolution de la Russie.

Cheikh Hamad a justifié la même démarche par ce qu'il a qualifié de «tergiversations de la Syrie» et qu'en l'«état actuel il n'y a pas le moindre espoir pour sortir de la crise». «Nous avons tout essayé et nous n'avons abouti à rien jusqu'ici», a encore dit le responsable du Qatar dont le pays préside la comité ministériel arabe.

Avant l'ouverture de la réunion, le numéro deux de la Ligue arabe Ahmed ben Helli a fait état de signes «positifs» de Damas, qui pourrait accepter des observateurs arabes. «Il y a des signaux positifs (...) je m'attends à une prochaine signature» du protocole sur l'envoi d'observateurs arabes, a déclaré à l'AFP M. Ben Helli, secrétaire général adjoint de la Ligue arabe.

La réunion de Doha a coïncidé avec la visite à Damas d'une délégation irakienne qui a qualifié de «positifs» ses entretiens avec le président syrien Bachar al-Assad.

«Je suis en route pour rencontrer la Ligue arabe au Caire, après avoir eu des discussions positives avec le président Assad», a déclaré à l'AFP le conseiller pour la Sécurité nationale irakienne, Falah al-Fayyad, chef de la délégation.

YÉMEN

Levée des barricades à Sanaâ, extrémistes et soldats tués dans le sud

La commission militaire chargée de rétablir l'ordre au Yémen a commencé hier à lever les barricades érigées à Sanaâ par les forces fidèles et celles opposées au président Ali Abdallah Saleh.

Des bulldozers ont commencé à dégager les murs de sable près d'un rond-point du centre de Sanaâ qui a connu de nombreuses violences ces derniers mois.

Un officier de la 1re division blindée, commandée par le général dissident Ali Mohsen al-Ahmar, a indiqué à l'AFP que ses troupes avaient reçu l'ordre de la commission militaire de se retirer du boulevard Sittine.

La commission a été formée conformément à un accord conclu le 23 novembre prévoyant le départ en février prochain du président Saleh, contesté depuis dix mois.

Par ailleurs, six militants présumés d'Al-Qaïda ont été tués dans un pilonnage à l'artillerie de l'armée des environs de Zinjibar, dans le sud du Yémen, ont indiqué des responsables de l'administration locale.

Trois soldats ont été tués et deux blessés dans des accrochages avec les militants présumés d'Al-Qaïda, près de Zinjibar, selon une source militaire.

Les forces armées yéménites, épaulées par des membres de tribus et soutenues parfois par des drones américains, sont en guerre contre «les Partisans de la Charia», un groupe lié à Al-Qaïda, qui contrôle Zinjibar depuis mai ainsi que d'autres localités de la province.

L'Iran annonce l'arrestation d'un agent de la CIA

L'Iran a arrêté une personne «d'origine iranienne» travaillant pour la CIA avec la mission d'infiltrer les services secrets iraniens, ont annoncé hier les médias citant un communiqué du ministère du Renseignement.

«Cet agent était supposé infiltrer le ministère du Renseignement, à la fois pour lui fournir de fausses informations et pour s'y livrer à de l'espionnage», selon ce communiqué cité par l'agence Isna.

Cette personne «entraînée par la CIA», dont ni l'identité ni la nationalité ne sont précisées, aurait travaillé auparavant comme analyste pour l'armée américaine en Irak et en Afghanistan, selon la même source.

Il a été identifié par les services de renseignement iraniens alors qu'il recevait un entraînement sur la base américaine de Bagram, en Afghanistan, et arrêté dès son entrée en Iran, ajoute le communiqué sans préciser la date ni les circonstances de cette arrestation.

Le régime iranien annonce régulièrement l'arrestation d'«espions» ou de «saboteurs» travaillant pour les Etats-Unis ou Israël, ses ennemis jurés dans la région, mais les autorités fournissent généralement très peu d'indications précises sur les faits qui leur sont reprochés.

Le ministère du Renseignement avait annoncé le 21 mai le démantèlement d'un réseau «d'espionnage et de sabotage» ainsi que l'arrestation de «30 espions» accusés de travailler pour les Etats-Unis, sans donner de précisions sur leurs identités ou les circonstances de leur arrestation. Quinze d'entre eux devraient être jugés prochainement pour espionnage au profit des Etats-Unis et d'Israël, a déclaré mardi le procureur général de Téhéran, Abbas Jafari Dolatabadi.

Le réseau démantelé «tentait de piéger les citoyens iraniens en offrant des visas, la promesse de permis de résidence (aux Etats-Unis, ndlr), du travail et des visas d'études» en échange d'informations concernant notamment les activités scientifiques de l'Iran ainsi que ses installations pétrolières ou de télécommunications, selon les autorités iraniennes.

RUSSIE

Quelques milliers de manifestants à Moscou après le discours de Poutine

Quelques milliers de personnes ont manifesté hier à Moscou pour exiger «des élections libres», deux jours après la fin de non-recevoir opposée par le Premier ministre Vladimir Poutine à l'opposition qui conteste la victoire du parti au pouvoir aux législatives du 4 décembre.

«Rendez-nous nos voix !», «Personne ne doit avoir le monopole de la politique ni de l'économie !», proclamaient des banderoles brandies dans la foule, alors que des ballons verts portaient l'inscription «On m'a trompé !» ou «Recomptons !».

Une seule formation d'opposition, le parti libéral Iabloko, avait appelé à cette manifestation sur la place Bolotnaïa, dans le centre de Moscou, qui a rassemblé environ 3 000 personnes, selon l'estimation d'un journaliste de l'AFP. La police a estimé le rassemblement à 1 500 personnes.

Une coalition d'opposition comprenant plusieurs partis, mouvements et associations de la société civile avait rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes dans le centre de Moscou le 10 décembre, 10 000 à Saint-Pétersbourg et des milliers dans un grand nombre de villes du reste du pays, une mobilisation sans précédent depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000.

Les organisateurs avaient alors exigé l'invalidation des résultats des élections, lançant un appel pour une nouvelle mobilisation le 24 décembre, pour laquelle une autorisation a été demandée aux autorités pour 50 000 personnes à Moscou.

Jeudi, Vladimir Poutine, l'homme fort du pays, président de 2000 à 2008 puis chef du gouvernement faute de pouvoir enchaîner plus de deux mandats consécutifs, et qui a annoncé son intention de revenir au Kremlin à la présidentielle de mars, a cependant écarté l'idée d'une remise en cause du scrutin. Il a jugé que les résultats, qui ont accordé 49,3% au parti au pouvoir Russie unie qu'il préside, avaient reflété «l'état des forces dans le pays». M. Poutine a ironisé sur les manifestants, affirmant avoir d'abord cru à une mobilisation de lutte contre le sida dont les participants arboraient un «préservatif» à la poitrine et a affirmé que les organisateurs avaient payé de jeunes Russes pour y participer.

«Poutine a compris que ce ne serait pas aussi facile qu'il le pensait de gagner la présidentielle», a dit un manifestant hier, Igor Vsevolodovitch. «Les manifestations vont continuer jusqu'à la présidentielle», a-t-il prédit.

Elu deux fois dès le premier tour, l'ex-agent du KGB a vu ces derniers mois sa popularité baisser, et selon un sondage publié vendredi ne recueillerait que 42% des voix à la présidentielle si elle avait lieu dimanche.

Le Parti communiste, principale formation d'opposition représentée à la Douma (chambre basse), mais qui n'a jamais réellement inquiété le pouvoir et s'est tenu à l'écart des manifestations, a par ailleurs désigné lors d'un congrès hier son dirigeant Guennadi Ziouganov comme candidat à la présidentielle.